



FLORA

vzw
asbl

netwerk voor vorming en werkcreatie met vrouwen
réseau pour la formation et la création d'emplois avec des femmes

Passerelles vers la participation

Participation sans aliénation

Bruxelles, novembre 2009

Met steun van de
Vlaamse overheid



Les organisations et personnes suivantes ont participé au projet 'du je au nous' qui a fourni le matériel pour l'étude sur les passerelles vers la participation :

- Buurtservice (Berchem)
- Caleidoscoop-VGC De Vaartkapoen (Molenbeek)
- Citizenne - Vormingplus (Bruxelles)
- COBEFF (Schaerbeek)
- Collectif des femmes (Louvain-la-Neuve)
- Corijn Erik - VUB
- CPAS (Schaerbeek)
- Créasol (Liège)
- Forma (Namur)
- Groep Intro Brussel (Anderlecht)
- Groep Intro Vlaams-Brabant/Spectrum (Buizingen)
- Hansotte Majo
- Interface 3 (Schaerbeek)
- IVCA (Anvers)
- Mo-clean (Sint-Niklaas)
- Periferia (Bruxelles)
- SOFFT (Liège)
- Toemeka
- Vorming+ Anvers

Les organisations suivantes ont participé au projet 'Participation par le travail' et à l'exposition 'Vrouwelijk meervoud/Féminin pluriel' :

- Aksent dienstencentrum (Schaerbeek)
- Buurtservice (Berchem)
- COBEFF (Schaerbeek)
- Collectif des Femmes (Louvain-la-Neuve)
- Elan (Schaerbeek)
- Espaces (Ciney)
- Femmes prévoyantes socialistes (Ath)
- Forma (Namur)
- Groep Intro Brussel (Anderlecht)
- Groep Intro Vlaams Brabant (Vilvoorde)
- Interface 3 (Saint-Josse-ten-Noode)
- la Calestienne (Beauraing)
- La Source (Bouillon)
- Le Gerموir (Charleroi)
- Leren Ondernemen (Leuven)
- Mo-Clean (Sint-Niklaas)
- SOFFT (Liège)
- STEBO (Genk)

Flora remercie les femmes des organisations, leurs accompagnatrices et les autres personnes concernées pour l'expertise apportée à ce projet en matière d'exclusion et de participation.

Puisque les personnes du groupe cible et le personnel des organisations susmentionnées sont essentiellement des femmes, et que nous souhaitons éviter la double forme inélégante (elle/il), ce rapport utilisera toujours le féminin. Toutefois, l'analyse s'applique aux deux sexes.

Table des matières

Table des matières	3
Chapitre 1 : Problématique, méthodologie et contexte	4
I. <i>Bref historique</i>	4
II. <i>Un questionnement</i>	5
... <i>et un principe méthodologique</i>	5
III. <i>L'expertise du terrain : aperçu des projets pilotes</i>	6
IV. <i>Cadre de recherche : la vision de Flora</i>	8
... <i>de la participation culturelle</i>	8
V. <i>Diagnostic : le paradoxe de la participation culturelle</i>	9
VI. <i>La participation sociale comme 'travail'</i>	11
... <i>et la valorisation inégale des différents rôles</i>	11
VII. <i>Durabilité, gérer l'équilibre entre les différents rôles</i>	12
VIII. <i>Participation culturelle : passerelle vers une société durable</i>	13
<i>Ou encore : du citoyen à la politique et vice versa</i>	14
Chapitre 2 : Les résultats	16
IX. <i>Au niveau interpersonnel</i>	16
X. <i>Au niveau organisationnel</i>	18
XI. <i>Au niveau politique</i>	20
Chapitre 3 : Conclusions et recommandations	24
Annexe : Le lien entre travail et participation	25
a. <i>Analyse de genre du travail</i>	25
b. <i>... et de la vision dominante de la participation sociale</i>	25
c. <i>Travail salarié : accès à la participation ou source d'exclusion ?</i>	26
d. <i>La nécessité d'une approche multi-niveaux</i>	27
Notes	28

Chapitre 1 : Problématique, méthodologie et contexte

I. Bref historique

En 2007-2008, Flora a, avec le soutien des autorités flamandes, mis sur pied le projet 'Participation par le travail'. Ce projet cherchait à identifier la façon dont une exposition comme 'Vrouwelijk meervoud/féminin pluriel' ⁽¹⁾ pouvait encourager la participation (culturelle) des femmes peu scolarisées et défavorisées. Cette exposition (sous la direction de l'artiste Jan Vromman) était organisée par quatre cent femmes actives dans des organisations des trois régions qui œuvrent à l'insertion socioprofessionnelle, et a parcouru le pays de 2006 à 2008. Partout où l'exposition s'arrêtait, des acteurs locaux participaient à l'accueil et à la programmation d'activités, de débats et d'ateliers en marge de l'exposition ⁽²⁾. L'exposition donnait une certaine visibilité à leur histoire, leur travail, leur vision du 'travail' et de la 'société', leurs rêves et préoccupations. C'était un parcours tumultueux et jalonné de défis, où il semblait que 'les choses auxquelles on accorde de l'attention, évoluent'. Une expérience (fructueuse) qui ouvrait de nouvelles perspectives pour toutes ces femmes !

Le projet 'Participation par le travail' appréhendait la participation culturelle comme un problème complexe où convergent des problématiques sociales, socioéconomiques, culturelles et liées au genre. Bref, ce projet a démontré que la participation culturelle durable consiste, en quelque sorte, à 'naviguer entre Charybde et Scylla', et à devoir fixer une route entre, d'une part, les 'rochers durs' de l'orientation vers (l'assimilation à) la culture dominante et, d'autre part, le "tourbillon du relativisme" du développement de niches culturelles où chacun reste dans son propre groupe ⁽³⁾. Il est également apparu que des organisations de la société civile avaient un rôle unique à jouer dans ce cadre, parce qu'elles sont précisément actives à l'intersection de différentes problématiques et parce qu'elles occupent une 'position intermédiaire' entre les personnes du groupe cible et 'le système dominant'.

Mais en même temps, il s'est avéré que là aussi, un défi devait être relevé. Au sein de ces organisations, les accompagnatrices et formatrices sont généralement issues d'un autre milieu socioculturel que le groupe cible, ou sont considérées (par elles-mêmes et/ou par le groupe cible) comme des représentantes de 'l'autre culture'. Que représente cette différence pour les projets ou parcours participatifs ? Quel est son impact sur (la durabilité des) les résultats obtenus ? L'une des conclusions du projet 'Participation par le travail' était donc aussi la nécessité de réaliser une étude sur cet aspect de la relation entre le groupe cible et les actrices professionnelles.

II. Un questionnement...

Nous soupçonnons que les différences socioculturelles dont il est question, soient mêlées à des différences socioéconomiques. Les positions socioéconomiques sont liées au statut, et il existe donc toujours incontestablement une différence de statut entre les accompagnatrices (formatrices, actrices culturelles...) et le public cible. Les deux ne se trouvent pas sur 'un même pied d'égalité' dans le processus, même si la participation est son objectif explicite. La culture de ce que nous appellerons ici par commodité 'la classe moyenne', est volontairement ou involontairement considérée comme supérieure à celle des femmes peu scolarisées.

Aux yeux des femmes du groupe cible, les formatrices sont des personnes qui ont 'réussi', ou qui n'ont du moins pas les problèmes contre lesquels elles-mêmes se débattent. Leurs choix, leur style de vie et leurs modèles de valeurs doivent-ils aussi être supérieurs ? Inversement, les accompagnatrices ont (inconsciemment) l'idée qu'elles doivent représenter un 'meilleur' comportement socioculturel. Elles se considèrent comme des modèles de rôles qui doivent montrer un style de vie correct aux femmes, et pouvoir présenter de meilleurs comportements socioculturels. Leur mission professionnelle consiste à aider les femmes à trouver des solutions à leurs problèmes, alors que ces problèmes sont, en général, précisément une expression d'erreurs (mécanismes d'exclusion) dans la culture 'dominante'. Ceci crée un paradoxe dans la position de l'animatrice socioculturelle qui est rarement thématiquement, encore moins maîtrisé.

Ce paradoxe représente un défi pour quiconque souhaite promouvoir la participation. Comment éviter que le groupe cible adopte un discours ou un modèle de valeurs de la classe moyenne, simplement parce que cela semble socialement souhaitable ? Comment éviter que les accompagnatrices deviennent involontairement l'incarnation d'un comportement et/ou d'un discours (culturel) socialement souhaitable, 'normatif' ? En d'autres termes, comment éviter que des actions désireuses d'encourager la participation culturelle, mènent involontairement à l'aliénation ? Comment la participation culturelle peut-elle être 'mieux' interprétée et organisée pour éviter cet effet pervers ? Comment la participation peut-elle réellement contribuer à 'créer ensemble la culture et la société' ? Comment éviter que 'l'élargissement' de la propre culture (ou l'appropriation de la culture 'étrangère') dégénère en 'aliénation' (distance par rapport à la culture 'propre') pour ces femmes ?"⁽⁴⁾

... et un principe méthodologique

Afin de trouver une réponse à ces questions, le projet de recherche 'Passerelles vers la participation' a été mis sur pied avec le soutien de la Communauté flamande. Le présent rapport fait état de ses principaux résultats. À l'origine, l'objectif de 'Passerelles vers la participation' était d'organiser, dans différentes organisations (avec les femmes et leurs accompagnatrices) des activités expressives sur le thème de la 'participation', et de chercher des réponses aux questions posées ci-dessus sur base de l'analyse du matériel ainsi collecté. Les subsides qui ont finalement été alloués au projet n'ont toutefois pas permis d'intégrer ce type d'activités.

L'un des principes méthodologiques de Flora est que les femmes du groupe cible et les organisations qui travaillent avec elles, sont les 'véritables' expertes lorsqu'il s'agit de (lutter contre) l'exclusion. L'introduction d'activités expressives et participatives devait donc également veiller à ce que les femmes, qui ne maîtrisent pas 'notre' langue, puissent néanmoins présenter leur histoire, leur opinion et leur vision. Ce n'est que de cette façon qu'elles pourront garder la copropriété de la connaissance développée 'sur' elles, que le processus de connaissance pourra renforcer l'émancipation et que l'on pourra tenir compte de la 'réalité vécue' spécifiquement par ces femmes.

"Notre" langue ne veut pas seulement dire le Français général, mais également le langage et le discours des nombreux acteurs (de la sphère culturelle, économique, universitaire ou politique) qui fréquentent l'univers des femmes peu scolarisées. La langue structure la réalité et cette structuration est toujours caractérisée par la classe socioéconomique à laquelle on appartient. Ce que la classe

moyenne considère comme des 'évidences' se traduit par la façon dont les choses sont désignées ou analysées. Par conséquent, les femmes du groupe cible ne se reconnaissent pas souvent dans la manière dont on parle "d'elles", ce qui naturellement complique leur participation à la culture, à l'acquisition de connaissances et à la politique.

III. L'expertise du terrain : aperçu des projets pilotes

Pour pouvoir également rester fidèles à notre principe méthodologique dans 'Passerelles vers la participation', nous avons trouvé, via une synergie avec une autre recherche-action Flora, une solution aux restrictions budgétaires. Le projet 'Van ik naar wij/du je au nous' (avec le soutien du Fonds d'impulsion fédéral pour la politique de l'immigration) a étudié comment des femmes issues (principalement) de l'immigration pouvaient devenir plus fortes dans des organismes d'insertion en unissant leurs plaintes/forces et en faisant partie d'un 'nous' plus large. Dans le cadre de ce projet, des actions pilotes participatives et expressives ont été mises sur pied avec les femmes et leurs accompagnatrices/formatrices, et ce dans le giron de cinq associations partenaires de Flora. Voici un aperçu sommaire de ces actions.

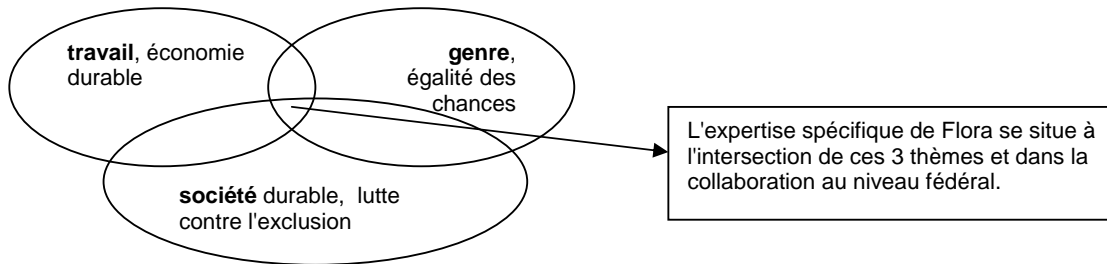
Objectif : laisser place à l'expression des femmes dans la société.

- Buurtservice (projet d'expérience par le travail) à Berchem est partie d'un thème très général, c'est-à-dire 'Fortes dans la société'. Afin d'y donner une interprétation plus concrète avec les femmes, l'association a travaillé respectivement au "je", aux différents "nous" dont le "je" fait partie, le quartier propre / notre quartier et la société. Pour terminer, l'association a organisé une balade en ville, lors de laquelle le groupe a décidé de prêter attention à tout ce qui est lié au 'bien vivre ensemble' (lieux, symboles, textes, personnes, ...).
- Le Collectif des Femmes (centre de formation) à Louvain-la-Neuve a également organisé une promenade en ville. Celle-ci a entre autres révélé que les femmes avaient dans l'idée que la participation à la vie dans la ville ne leur était pas réservée : 'nous ne pouvons quand même rien y changer !' Cette idée a jeté les bases du travail sur les thèmes de la participation sociale, de la solidarité, des modèles de femmes fortes, de l'histoire de Louvain-la-Neuve, des élections, de mon quartier idéal, etc.
- Chez Créasol (projet d'expérience par le travail) à Liège, les femmes s'inquiétaient de l'insécurité routière dans les environs de leur lieu de travail : "chaque jour, je risque ma vie en traversant ici !". Il a été décidé, en groupe, de créer des panneaux de sensibilisation qui encouragent les automobilistes à rouler plus lentement. Après bien des hauts et des bas, le résultat est là : en collaboration avec les services communaux, deux panneaux de sensibilisation portant l'inscription 'Vous aimez la vie ? Nous aussi ! Ralentissez !' ont été placés dans la rue et 'inaugurés' dans une ambiance de fête.
- Chez Forma (projet d'expérience par le travail) à Namur, l'accent était mis sur le dialogue interculturel. Le groupe, essentiellement composé de femmes africaines, s'est attardé sur la question : 'comment pouvons-nous participer ici et maintenant si notre cœur et notre esprit sont encore dans notre pays natal ?' Pour trouver une réponse à cette question, nous avons travaillé à partir du vécu des femmes elles-mêmes (le 'je'), et de cette valorisation des expériences individuelles, nous avons travaillé au renforcement du groupe (le 'nous').
- Chez Mo-Clean (atelier social) à Sint-Niklaas, l'amélioration des conditions de travail a été citée comme préoccupation commune. Dans ce cadre, elles ont demandé à s'entretenir avec leur directeur. Lors de cet échange, constructif et très valorisant pour les femmes, des griefs mais aussi des points positifs ont pu être abordés. Cet entretien a également ouvert les yeux du directeur qui, de par son attitude, était convaincu de mener une action participative, mais qui a dû élargir sa vision à cet égard. L'échange a donné lieu à d'autres initiatives comme une boîte à idées et un petit journal Mo.

Le matériel fourni par ces actions regorgeait également d'idées et de points de repère pour les questions de recherche de 'Passerelles vers la participation'. Alors que le projet 'Du je au nous' tentait surtout de trouver un moyen de renforcer l'autonomisation et la participation des femmes, 'Passerelles vers la participation' se focalisait essentiellement sur la manière d'éviter "l'aliénation" au cours de ce processus. Les idées ont été recueillies dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, qui touchent facilement ces femmes, mais en même temps, nous pouvons tirer de nombreuses conclusions sur le rôle des actrices du secteur (socio) culturel qui souhaitent renforcer la participation.

IV. Cadre de recherche : la vision de Flora...

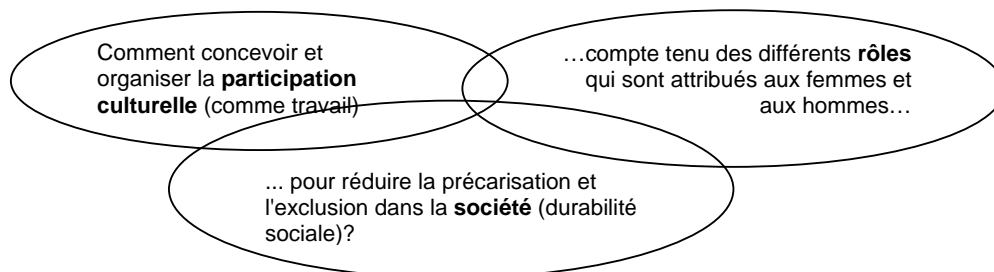
Flora est un réseau fédéral d'associations qui visent l'insertion socioprofessionnelle de femmes (et d'hommes) peu scolarisées et précarisées. Les associations du Réseau qui participent aux projets de Flora relèvent de catégories d'entreprises diversifiées (service de proximité, atelier social, centre de formation, ...) et proposent des activités différentes (nettoyage, horeca, TIC...), mais toutes partagent un intérêt commun au sein du Réseau : échanger leurs savoirs et partager leurs expériences au sujet des besoins spécifiques et des capacités de ce groupe cible, mais aussi des mécanismes structurels et culturels qui représentent des facteurs d'exclusion de ces femmes. L'équipe de Flora développe ce 'savoir commun' à travers différents projets de recherche-action en vue de réaliser, sur base de cette expertise unique, un travail de lobbying et de sensibilisation. La mission de Flora consiste à "développer des actions de tous types s'inscrivant dans le gender mainstreaming, l'économie solidaire et la diversité afin d'améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes". Le thème de la participation à la vie culturelle et sociale s'inscrit dans cette mission.



... de la participation culturelle

Le secteur culturel produit et diffuse une offre culturelle, mais le public qui y a accès n'est pas le reflet de la société. Comme dans bien d'autres secteurs, les groupes fragilisés – et surtout les femmes peu scolarisées et précarisées – y sont sous-représentées. Des mécanismes d'exclusion présents dans d'autres domaines sociaux semblent également avoir une influence ici. Le rôle "d'acteur culturel" et de "citoyen à part entière" ne semble pas aussi facilement accessible pour tous les groupes de la société. En outre, différents rôles (ou 'formes de travail') ne sont pas tous valorisés de la même façon par la société, ce qui engendre des différences de statuts. Ce sont surtout les femmes peu scolarisées qui rencontrent de nombreux obstacles sur la route qui les conduit à une participation à part entière à la culture et à la société.

Ce projet envisage la participation sur base d'une analyse des rôles attribués à différents groupes (et qui sont valorisés différemment). Comment des activités socioculturelles et expressives peuvent-elles contribuer à un renforcement 'durable' de la position sociale des femmes peu scolarisées et précarisées ? Et comment la politique peut-elle soutenir ces processus et faire de l'inclusion sociale une mission politique ?



V. Diagnostic : le paradoxe de la participation culturelle

Depuis longtemps, des recherches-actions examinent la façon de renforcer la participation culturelle et sociale des groupes à risque ⁽⁵⁾. La question portant sur l'influence stimulante que la participation (prendre part et avoir part) à la culture peut avoir sur la participation sociale de groupes à risque fait – autant d'ailleurs que la question sur le sens de la 'participation' pour le secteur culturel – néanmoins encore l'objet de discussions ⁽⁶⁾.

Une réponse 'classique' à la participation culturelle inégale consiste à éliminer les obstacles financiers. En effet, celui qui est à court d'argent, ne peut pas acheter facilement un billet pour le théâtre ou un concert, et les chèques culture ou des tarifs préférentiels représentent donc des stratégies intelligentes. Toutefois, le risque est que les utilisateurs se sentent stigmatisés et que paradoxalement, cela renforce encore un peu plus leur marginalisation.

Cette stratégie ne met pas en cause la production et la diffusion culturelles dominantes proprement dites, mais considère surtout le manque de consommation culturelle des groupes à risque comme 'problématique', comme un comportement 'à corriger'. Il ne fait aucun doute que les groupes à risque doivent pouvoir 'prendre part' davantage, mais une stratégie purement axée sur les besoins matériels reste aveugle à la complexité de la précarisation, où les difficultés financières sont mêlées à d'autres mécanismes d'aliénation (invisibles). Cette interdépendance doit être identifiée si l'on veut éviter ce genre de paradoxes négatifs.

Une autre solution est proposée par des projets socio-artistiques, qui développent, avec le groupe cible, une production culturelle propre qui met en scène leur univers et le sens qu'ils donnent à leur existence, leur vision de la société et leurs rêves. Cette 'participation' (avoir part) confère un caractère reconnaissable à l'offre culturelle qui alors sera aussi plus facilement 'consommée' par eux (de sorte que la participation culturelle augmentera en données chiffrées). Il est certain que cette offre répond à un besoin réel du groupe cible. Dans le secteur culturel, il est assurément judicieux de continuer à soutenir la pratique socio-artistique. Mais nous ignorons toujours l'impact qu'ont ces projets sur la position du groupe cible dans d'autres secteurs sociaux. En outre, nous ignorons également le véritable impact qu'ils ont sur la politique - qu'il s'agisse de culture ou d'autres thèmes sociaux.

Bien que de nombreux projets socio-artistiques aient l'ambition d'être contestataires et de transmettre un message politique, nous ignorons parfois la forme qu'ils doivent prendre et leur impact réel. Le danger apparaît alors de voir une niche se développer, à laquelle le groupe cible se raccroche totalement et dans laquelle il reste 'emprisonné'. Si de tels projets fonctionnent comme une île sûre, ils ne créeront pas un véritable impact (ou une participation à) sur le milieu socioculturel au sens large. En soi, ils ne renforcent donc pas la participation sociale des groupes fragilisés. Pire encore, ils peuvent précisément servir d'exutoire pour exprimer les frustrations face au système et pour relâcher la tension, le changement n'étant alors plus nécessaire.

Dans de précédents rapports et publications, Flora a démontré et analysé amplement ces paradoxes. Toutefois, apprendre à les maîtriser reste d'une importance cruciale. Pourquoi les personnes précarisées participeraient-elles à la culture d'un système qui les en exclut pour le reste ? Ce type de participation ne signifie-t-il pas précisément que la résistance est immobilisée, qu'elles sont embrigadées, assimilées, enfermées ? Cette analyse montre également que le terme 'participation' est en soi très varié. La participation est un fait qui repose sur des intentions et des actions, sur des hypothèses et des cadres de réflexion sous-jacents. Ils se traduisent à leur tour en objectifs, en méthodes et en indicateurs. Toutefois, entre le contenu politique 'déclaré' et ce que la politique 'réalise' de facto (implicitement), il peut exister des contradictions qui font que la politique entretient involontairement des cercles vicieux 'd'exclusion systémique'⁷. Par conséquent, il faut absolument soumettre les cadres à une analyse critique.

"Les responsables politiques prennent des décisions sur base de chiffres et de données incontestables. Mais si vos instruments de mesure et donc vos résultats de mesure comportent des

erreurs, la politique qui se base sur ces données risque elle aussi de commettre des fautes. En un sens, la crise actuelle nous le fait comprendre également" (Joseph Stiglitz⁸).

VI. La participation sociale comme 'travail'...

Bien que les deux solutions susmentionnées soient utiles, la façon d'éviter les paradoxes auxquels elles peuvent conduire involontairement, reste une énigme. Pour identifier et maîtriser ces paradoxes, et pour formuler un cadre pour des alternatives plus 'durables', Flora se base sur les différentes fonctions ou formes de 'travail' qui doivent être accomplies dans une société afin que celle-ci fonctionne correctement (pour tous). À cet égard, le 'travail' se rapporte à bien autre chose qu'au seul travail salarié. De plus, ces fonctions sont examinées dans le cadre des rapports qu'elles entretiennent, de manière à rendre visible le jeu complexe des facteurs d'exclusion.

L'approche de Flora ne se focalise donc pas en premier lieu sur la participation à la culture en tant que domaine social délimité, pour ensuite seulement s'interroger sur la façon dont la 'participation' (prendre part ou avoir part) à ce domaine peut aussi entraîner une implication sociale plus large ('faire partie'). Au contraire, elle s'appuie précisément sur les différents rôles et types de travail sociaux que des groupes et des individus assument (ont la capacité et le droit d'assumer), afin de comprendre la thématique spécifique de la participation culturelle. Une 'analyse de genre' du problème de la participation constitue donc la clé pour résoudre l'énigme⁹.

Pour découvrir ces fonctions et tâches sociales, une analyse des "rôles" imposés aux hommes et aux femmes par la société, a été réalisée. Puisque ce sont surtout les femmes peu scolarisées qui sont systématiquement exclues de la vie culturelle et sociale, une analyse de leur position (en 'marge' de la société) peut parfaitement donner une idée des mécanismes d'exclusion structurels présents dans la société.

... et la valorisation inégale des différents rôles

Des projets antérieurs de Flora ont révélé que le fait de tenir compte du genre, c'est-à-dire des rôles différents attribués aux femmes et aux hommes (et l'estime différente qu'ils reçoivent à cet égard), est la clé permettant d'explorer des pistes de durabilité sociale. L'ensemble des rôles dits 'masculins' et 'féminins' – même s'ils ne sont pas valorisés de la même façon – représentent tout le travail dont une société a besoin pour bien fonctionner, se reproduire, et donc être durable.

Promouvoir la participation peut donc être la prise en compte de toutes les formes de travail dont une société a besoin pour fonctionner au mieux pour tous. Quels sont ces rôles, ces tâches, ces types de travail ? Flora a déterminé, dans le cadre de différents projets de recherche appliquant l'analyse de genre du travail à des thèmes sociaux spécifiques, quatre dimensions de la notion de travail ⁽¹⁰⁾.

travail productif : subvenir aux besoins matériels et financiers. Dans notre société, il s'agit essentiellement de s'assurer un revenu, de gérer les ressources matérielles et financières... Les revenus de remplacement relèvent aussi de ce champ d'application.



travail reproductif ou travail de soin : contribuer aux soins des personnes âgées et des jeunes générations (soigner, nourrir, éduquer, nettoyer la maison...)



travail social : développer un 'capital social', avoir le sentiment d'appartenir à un groupe plus large, participer ou contribuer au développement de la société et à des projets culturels, citoyenneté et participation, se sentir utile pour la société, s'occuper du quartier et de l'environnement, etc.



travail pour soi : investir dans son bien-être et dans sa santé, développer l'estime de soi, croire en ses capacités, développer ses talents...



VII. Durabilité, gérer l'équilibre entre les différents rôles

Avoir un revenu, se sentir bien et s'épanouir, avoir des liens sociaux et pouvoir prendre soin de ses proches... sont des éléments essentiels dans la vie d'une femme (et d'un homme). Ces quatre aspects sont en outre tracés sur un axe du temps (l'existence). Selon la phase de la vie, les événements majeurs ou les points de rupture ou les intérêts personnels, certains types de travail peuvent devenir plus importants que d'autres ou demander plus d'investissement. Il est important d'avoir le choix entre différents types de travail - et un véritable choix implique d'avoir les moyens de le réaliser - et de trouver un équilibre entre ces différents types de travail pour pouvoir prétendre à une qualité de vie, une vie de qualité.

Une société durable est donc une société qui permet aux femmes et aux hommes (indépendamment de la classe sociale, de l'origine, de l'orientation sexuelle ou des possibilités physiques) de s'investir, de façon équilibrée, dans les quatre formes de travail nécessaires au bon fonctionnement de la société.



Légende figure (sens des aiguilles d'une montre)

Gérer l'équilibre entre...- travail social – travail reproductif – travail productif – travail pour soi

Ce cadre d'analyse met aussi en évidence le lien entre les différents domaines de la vie.

Celui qui perçoit un bas revenu (travail productif) éprouve également plus de difficultés à accéder au travail social et au travail pour soi. Ainsi, celui qui est au chômage court plus de risques de souffrir de dépression (travail pour soi).

Mais inversement, celui qui, suite à des expériences négatives dans les différents domaines, a développé une image de soi négative (travail pour soi), rencontrera également de plus en plus de difficultés à s'épanouir dans le travail social et le travail productif.

En raison du travail de soin qu'elles accomplissent, les femmes qui assument (seules) les soins aux enfants ou à leur (belle-)famille ont du mal à accéder aux autres formes de travail ; les obstacles sont parfois de nature financière, mais souvent, "l'univers" de ces femmes se limite, depuis leur prime jeunesse, à la sphère privée, faisant ainsi de la

| sphère publique un 'terrain inconnu', et elles ne croient pas qu'elles peuvent y apporter une contribution quelconque.

Ces quelques exemples indiquent que la résolution durable des problèmes situés sur l'un des axes (qu'il s'agisse de l'accès au marché de l'emploi ou à la vie sociale) n'est possible que si l'on tient compte de toutes les dimensions.

VIII. Participation culturelle : passerelle vers une société durable...

Ailleurs, Flora a démontré que des projets sur la participation culturelle ne peuvent pas donner lieu à une véritable participation sociale si l'on ne tient pas compte de la répartition du travail entre les hommes et les femmes ⁽¹¹⁾; l'annexe à ce rapport présente brièvement le lien entre travail et participation (p. 21-23).

Comment la participation (prendre part et avoir part) peut-elle également conduire vers une plus grande implication sociale (faire partie) ? Comment (la participation dans/à) la culture peut-elle également renforcer l'implication et la position sociales de groupes à risque et leur permettre d'avoir davantage prise sur leur propre situation ? Pour trouver une réponse à ces questions, nous devons tenir compte des obstacles aux différentes dimensions de la position sociale.



Légende figure (sens des aiguilles d'une montre)

Participation : avoir prise sur sa propre situation sociale – Pouvoir contribuer à un projet social et culturel collectif – Tenir compte du travail de soin et de la pression sociale de la famille – Disposer de la marge financière et des moyens matériels pour réaliser la participation (culturelle) - (Apprendre à) Se voir comme un acteur culturel à part entière

Appliquer ce schéma à la problématique complexe de la participation culturelle permet de comprendre les paradoxes cités plus haut. Pour n'en citer que quelques-uns...

| Si la participation culturelle n'est appréhendée que comme une question de 'travail productif' (revenu, chèques-culture, ...), nous restons aveugles à l'impact que cette stratégie a sur le travail pour soi (honte) et sur le travail social (stigmatisation).

Puisque la position socioéconomique (travail productif) exerce également un impact sur le statut social de groupes, il existe, même dans les projets axés sur la participation, un risque de voir le groupe cible "s'adapter" aux normes culturelles des accompagnatrices (classe moyenne), ce qui se solde par l'aliénation du propre groupe (travail social) et de l'expérience et de la vision propres (travail pour soi).

Des projets artistiques qui expriment l'univers mental 'propre' des membres du groupe cible leur permettent de se considérer comme des acteurs culturels à part entière, mais ne contribuent pas nécessairement à leur participation à la société et à la politique (travail social).

Ou encore : du citoyen à la politique et vice versa

Les exemples susmentionnés d'effets secondaires paradoxaux montrent que la participation est un fait complexe qui met simultanément en œuvre divers processus à différents niveaux. La politique peut avoir tendance à se focaliser sur une seule dimension parce que cela permet de formuler des objectifs, des résultats et des indicateurs univoques. Toutefois, nous risquons ainsi d'oublier que dans d'autres dimensions, des forces à l'effet opposé sont en œuvre. Si c'est le cas, la politique est stérile ou ne donne pas lieu à un changement social durable.

Pour que des activités culturelles et expressives permettent aux groupes à risque de 'vraiment faire partie' de la société, ou de 'participer' à la société, il faut également tenir compte des processus qui se produisent aux différents niveaux.

Au microniveau : comment les efforts individuels des membres du groupe cible et de leurs accompagnatrices peuvent-ils mener à une véritable participation à des initiatives culturelles ? Quelle forme doit-on donner aux relations des femmes du groupe cible entre elles et avec les acteurs culturels pour parvenir à un véritable renforcement de la participation ?

Au mesoniveau : comment les projets culturels établissent-ils un 'lien' entre le groupe cible et les groupes et organismes culturels et sociaux ? Quel est le genre "d'engagement" qui lie le groupe cible et d'autres groupes et organisations dans la société ? Comment faciliter l'accès aux centres culturels ? D'autres organisations de la société civile ont-elles un rôle de médiation à jouer dans ce cadre ? Ou bien des centres culturels peuvent-ils précisément servir de médiateurs en vue de renforcer la participation du groupe cible à d'autres institutions sociales ?

Au macroniveau : comment concevoir une politique qui créera les conditions du développement de processus participatifs au microniveau et au mesoniveau ? Quel est le rôle joué par le domaine politique "culture" dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ? Comment ce domaine politique peut-il s'attaquer aux différentes sources d'aliénation et d'exclusion ?

Cette approche multi-niveaux fait apparaître des points communs entre le secteur culturel et les domaines politiques transversaux comme la politique d'égalité des chances et de lutte contre la pauvreté. Si une analyse de genre, qui tient compte de la position des femmes peu scolarisées (en 'marge' de la société, donc à l'intersection entre le genre et la 'classe' et éventuellement l'origine ethnique), est prise comme approche de la politique culturelle, cette politique culturelle permettra également de lutter contre l'inégalité des chances de ces groupes cibles.

L'analyse de genre soutenue par Flora tient compte des différents domaines nécessaires au bon fonctionnement des citoyens dans la société, et au bon fonctionnement de la société pour tous les citoyens. En ne s'appuyant pas sur la culture en tant que domaine délimité – pour poser, à partir de

là, la question de la participation – cette analyse évite un piège dans lequel le féminisme tombe parfois, à savoir la récupération pour démontrer la supériorité de 'notre' culture, de nos valeurs (dans ce cas, l'égalité hommes-femmes) face à 'leurs' comportements (essentiellement ceux des musulmans), ou même pour leur imposer notre culture¹². L'analyse de Flora révèle que les comportements de certains groupes peuvent également être liés à leur position socioéconomique (chômage) ou à la précarisation dans d'autres domaines. La participation doit donc également être envisagée à partir des différentes formes de travail.

Dans les pages suivantes, nous tenterons, à l'aide du matériel recueilli dans les projets pilotes, de formuler des réponses aux questions susmentionnées, et ce aux trois niveaux. Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une réponse sur mesure et définitive, d'une 'recette' pour une 'véritable' participation, mais plutôt de l'exploration de pistes éventuelles, de pièges et de bonnes pratiques afin d'amorcer un débat plus large sur la participation.

Chapitre 2 : Les résultats

IX. Au niveau interpersonnel

Comment des activités et des projets culturels et expressifs peuvent-ils mener à la participation ? Comment éviter que les femmes du groupe cible se plient purement et simplement à une culture qui leur est étrangère, ou comment leur donner simplement la chance d'exprimer leur expérience (et éventuellement leur frustration à l'égard) du système sans entraîner d'impact sur leur situation réelle ?

La condition essentielle pour y parvenir est de sensibiliser les femmes du groupe cible à l'importance de la participation. Leur apprendre qu'il est judicieux et nécessaire de prendre 'la parole', ou – plus généralement – de "s'exprimer" n'est possible qu'en leur proposant des activités culturelles et expressives, dans le cadre desquelles elles ont un impact sur le projet, les accompagnatrices, l'organisation et éventuellement le milieu au sens large.

Un problème susceptible d'assaillir les projets de participation avant même leur lancement, est l'existence très fréquente d'une perception tenace "nous contre eux". Souvent, les femmes du groupe cible ont, consciemment ou inconsciemment, l'impression que les accompagnatrices font partie d'un "tout collectif", dont elles sont exclues sans pouvoir rien faire.

La première condition pour renforcer la participation (à des projets, à la culture, à la société) consiste donc à rompre la perception "nous contre eux" et à tenter de redéfinir le "nous" auquel tant les femmes que les accompagnatrices appartiennent. Pour y parvenir, les démarches suivantes ont été entreprises dans le cadre des actions pilotes de Flora (la liste n'est pas exhaustive, mais sert plutôt à illustrer le principe).

1. Les actions pilotes ont toujours été lancées comme des **initiatives de groupe**. Les femmes des groupes devaient unir leurs plaintes et leurs forces pour réaliser un projet collectif. Ces projets devenaient ainsi des exercices 'axés sur l'expérience', sur la participation à petite échelle. Les femmes devaient apprendre à renoncer (perte) en partie à leurs propres attentes et idées, et découvrir qu'elles – par la rencontre avec l'autre – "s'enrichissaient" et se "renforçaient" également et qu'elles pouvaient contribuer à la réalisation d'un plus grand projet, par lequel elles se sentaient néanmoins concernées.
2. Les femmes **participaient** constamment au projet. Le choix des initiatives était laissé aux femmes (en tant que groupe). Après chaque session de travail, une évaluation était organisée et les femmes pouvaient observer que le projet avait effectivement été mis sur pied et adapté en fonction de leurs remarques. Cela implique que les accompagnatrices doivent, elles aussi, avoir le courage de 'renoncer' à ce qu'elles considèrent comme la méthode de travail 'correcte' ; elles doivent pouvoir ajuster leurs attentes par rapport aux femmes et à leur propre rôle. Elles doivent apprendre que c'est précisément en faisant confiance aux femmes qu'elles pourront également renforcer la confiance en soi du groupe cible.
3. Bien que le projet présentait un **cadre clairement délimité**, sa définition était en même temps très large et très ouverte. La participation était appréhendée comme 'l'accès à – ou la prise sur – l'espace public'. Mais c'est avec les femmes qu'une **interprétation** a été donnée au **sens** de la notion 'espace public'. Elles semblaient souvent avoir des visions très divergentes à cet égard. Pour les unes, la mosquée ou l'église fait partie de l'espace privé, et pour les autres, elle fait partie de l'espace public. Dans les actions pilotes, l'espace public couvert était chaque fois différent.

- Dans un des projets, les femmes ont été invitées à créer le 'village de leurs rêves' (en argile). Dans l'esprit des accompagnatrices, il s'agissait d'une approche pour donner forme au 'nous' ici et maintenant. Toutefois, les femmes ont utilisé exclusivement des photos de leur village (africain) d'origine. Bien que, aux yeux des accompagnatrices, cela semblait d'abord être un 'échec' (l'activité n'a pas engendré ce qu'elles avaient à l'esprit), il est apparu par la suite qu'une solidarité est née précisément par le fait que les femmes pouvaient partager entre elles des images de leur ancien 'nous'. Leur univers (leur expérience de la notion 'village') a été documenté et a bénéficié d'une visibilité.
 - Dans un autre projet, "l'espace public" a été défini comme l'organisation où les femmes travaillaient. Elles se plaignaient d'une série de problèmes pratiques au sein de l'organisation, et exprimaient leurs 'exigences' via différents moyen d'expression. L'action s'est soldée par un entretien avec le directeur et une solution a été effectivement apportée au problème. À l'issue du projet, les femmes ont pris l'initiative de lancer un petit journal d'entreprise, qui a également donné un caractère plus structurel à la communication et à la participation. Il est évident que les actions participatives n'ont de sens que si, au sein de l'organisation, il existe une volonté d'ancrer la participation en tant que philosophie d'entreprise ou mission.
 - Dans un autre projet, l'espace public a été défini comme le quartier dans lequel l'organisation se trouve. Les femmes s'y plaignaient de la circulation trop rapide et ont lancé une action sur la sécurité routière. L'installation dans la rue – après concertation avec le commissaire de police et avec l'autorisation des services communaux – et l'inauguration dans une ambiance de fête de la plaque avec laquelle elles sensibilisent les automobilistes, a montré clairement l'impact de leur action.
4. Les actions utilisaient différentes **formes d'expression**, différents médias et codes. Dans notre société, la langue est le principal moyen de communication (et cela commence déjà dans l'enseignement primaire). La langue structure la réalité d'une certaine façon, et c'est surtout la pensée linéaire – logique qui y est dominante. Par conséquent, "d'autres" interprétations de la réalité (où une place est laissée à l'ambiguïté et aux contradictions) dans la société entrent moins en ligne de compte, ou bien elles sont attribuées au domaine de l'art et de la culture au sens restreint. En outre, ceci entraîne l'exclusion de personnes qui éprouvent des difficultés à s'exprimer dans la langue, soit parce qu'elles ne la maîtrisent pas, soit parce qu'elles peuvent mieux comprendre et structurer la réalité d'une autre façon. L'usage de la langue peut donc aussi renforcer le "sentiment du nous contre eux".
- C'est pourquoi les actions pilotes ont utilisé d'autres moyens d'expression comme la musique, le contact, le langage corporel... Parfois, les sessions commençaient par des exercices de relaxation qui mettaient les femmes à l'aise, les 'animaient' littéralement, et leur permettaient de se rapprocher de leurs sentiments.
 - Dans ce domaine, les accompagnatrices ont également dû apprendre à renoncer à leurs propres objectifs, méthodologies et attentes. La tâche consistant à "d'abord" penser à quelque chose (le village de rêve) et à "ensuite" l'exprimer par une création en argile, n'a pas fonctionné pour certaines femmes. Elles prenaient la matière comme point de départ pour s'exprimer et pouvaient seulement ensuite raconter l'histoire dont elles rêvaient.
5. Naturellement, la perception "nous contre eux" plonge également ses racines dans la **relation professionnelle**, dont le groupe cible des accompagnatrices 'dépend' pour atteindre une meilleure position sociale. Dans l'une des actions, les femmes ont adressé la parole à une accompagnatrice d'origine burundaise en ces termes "vous, les Belges"... bien qu'elle était visiblement originaire "d'ailleurs". Inversement, les accompagnatrices doivent également veiller à ne pas renforcer involontairement cette expérience. Si, p.ex. elles parlent *d'elles* entre elles – en présence des femmes du groupe cible – dans le sens de la perception du "eux", il va s'établir implicitement une relation dans laquelle les femmes sont "l'objet" de l'action (dite 'participative') des accompagnatrices... Diverses démarches ont été entreprises pour éviter ces écueils.

- Généralement, les sessions commençaient, de façon ludique, par un petit jeu (p.ex. jeu du nom, new games...) dans lequel les femmes et les accompagnatrices se trouvaient sur un même pied d'égalité et où les accompagnatrices pouvaient aussi 'échouer'...
 - Le fait que les projets étaient également encadrés par des membres de l'équipe Flora, avec lesquelles les femmes n'entretenaient pas de relation professionnelle, permettait aux femmes du groupe cible de dire leur opinion sans crainte, de s'exprimer... Les organisations ont fait savoir que la vision participative à laquelle elles adhèrent toujours en principe, a bénéficié d'une nouvelle dynamique grâce à ce projet.
 - Ce problème mérite que l'on s'y attarde davantage lorsque les femmes "s'entretiennent" avec des personnages occupant une position hiérarchique plus élevée (directeur, commissaire de police...) ; elles reviennent alors presque automatiquement vers la langue comme outil de communication. La présence des accompagnatrices comme 'interprètes', comme figures intermédiaires qui connaissent et comprennent l'univers des femmes, avait donc aussi son importance. Naturellement, nous pouvons également nous demander si ces figures du pouvoir ne doivent pas être invitées à s'exprimer à travers des images ou des matières, afin d'être mises sur le même pied d'égalité que les femmes en ce qui concerne le moyen d'expression.
6. Ce sont essentiellement les femmes d'une autre origine ethnique et culturelle qui perçoivent souvent les Belges comme un "eux" hermétique et monolithique, dont elles ne font (peuvent pas faire) pas partie. Pour rompre cette image, une **promenade historique dans la ville** semblait être une excellente initiative. En se promenant le long d'endroits et de bâtiments importants de la ville et en montrant comment ils sont apparus et comment ils ont évolué, nous indiquons que le "nous" des Belges a toujours été un nous ouvert et évolutif, et que ce processus historique se poursuivra (devra se poursuivre) donc toujours avec les nouvelles personnes qui arrivent.

X. Au niveau organisationnel

Il est déjà ressorti de ce qui précède que la 'professionnalisation' d'organisations constitue un obstacle structurel majeur à la "participation sans aliénation". Cette professionnalisation est liée à la division de la société en secteurs, qui présentent chacun leurs propres objectifs, orientation résultats et indicateurs de performance. Ainsi, le secteur de l'insertion socioprofessionnelle se focalise sur le domaine du 'travail productif', tandis que les secteurs sociaux et culturels se concentrent essentiellement sur le 'travail pour soi' et le 'travail social'. Le risque est grand de perdre de vue le lien entre ces domaines et de n'avoir aucune prise sur l'interaction complexe entre les mécanismes d'exclusion dans les autres domaines.

Dans le cadre du projet Flora, ce piège est évité de différentes façons. Dans les passages qui suivent, nous nous efforçons – sur base du matériel fourni par les organisations – de montrer comment construire des passerelles vers la participation au niveau organisationnel.

1. Les actions pilotes sur la participation n'étaient pas organisées dans un centre culturel, mais bien dans le giron d'organisations que les femmes fréquentent déjà, qui leur sont familières. En outre, les organismes d'insertion socioprofessionnelle sont souvent les seuls 'espaces publics' auxquels elles ont accès. Suivre une formation pour trouver un emploi (ou travailler) est, pour le groupe cible ou leur famille, souvent la seule raison acceptable pour quitter la maison. Elles ne peuvent généralement pas espérer participer à des mouvements sociaux ou à des événements culturels. Au lieu d'orienter les femmes vers la culture, des actions

participatives ont été apportées 'aux femmes'. Il peut aussi être intéressant d'envisager de faire jouer les acteurs culturels 'en déplacement', de situer l'offre non seulement dans les espaces et 'centres' destinés à cet effet, mais de transformer précisément les espaces des femmes en 'lieux de culture', donc de décentraliser la culture...

2. Dans le cadre d'une promenade dans le quartier, les femmes ont été invitées à désigner les endroits qu'elles fréquentent ou pas, et d'y apporter une explication. Il en est ressorti que le groupe cible considérait le centre culturel comme un endroit qui "ne leur était pas destiné, même si, outre l'offre culturelle classique, des activités accessibles et interculturelles y étaient également proposées. Dans la perception de ce type d'organismes, la division "nous contre eux" joue donc également un rôle. Le fait d'avoir mis en question, dans le cadre de ce projet, le sens des lieux publics avec les femmes a, en soi, déjà permis de modifier leur contexte sémantique. Le fait que les femmes participaient à la signification de ces endroits leur donnait, en quelque sorte, l'opportunité de se les approprier. Elles ressentaient en effet que leur perception du centre culturel comme "n'étant pas leur domaine" ne concordait plus avec la réalité, et elles pouvaient constater qu'en partageant 'leur' sens de l'espace public avec les accompagnatrices et les responsables de projets, les espaces publics étaient, pour ainsi dire, redéfinis. Il pourrait donc s'avérer intéressant d'attribuer, pendant une journée, le rôle de 'programmeur' au groupe cible, et de leur laisser la décision d'une action qu'ils aimeraient organiser dans le centre culturel (ou dans une autre institution du secteur socioculturel).
3. En ce qui concerne les résultats au microniveau, nous avons déjà indiqué que la présence des responsables de projets de Flora facilitait les actions participatives. La présence d'un 'tiers' permettait en effet de neutraliser la relation professionnelle entre le groupe cible et leurs accompagnatrices. L'utilisation de moyens expressifs et 'autres' codes offrait également une alternative au discours direct, orienté sur les résultats, qui va de pair avec la professionnalisation. Au niveau organisationnel, ceci pourrait signifier que la participation peut surtout être renforcée en travaillant dans le triangle entre groupe cible, organismes d'insertion socioprofessionnelle (ou autres organisations où les femmes sont 'déjà' présentes) et secteur culturel. Les acteurs culturels peuvent mettre leur expertise et leurs équipements à la disposition des intéressés afin de développer des activités expressives dans les organisations où les femmes sont présentes. Sur base de leur connaissance de l'univers des femmes, les accompagnatrices peuvent alors à nouveau servir d'intermédiaires. En leur qualité de figure familière, elles peuvent aider à créer un contexte sûr et veiller à ce que cette offre 'culturelle' ne soit pas, à son tour, prise dans une relation où les acteurs culturels feront fonction de "eux" professionnels et puissants.
4. Il apparaît clairement dans toutes les actions que les femmes ont un grand besoin **d'informations**. Souvent, elles ne connaissent tout simplement pas les possibilités qui existent ou les façons d'obtenir ce dont elles ont besoin. Bien que les autorités et les instances publiques mettent de nombreuses informations à leur disposition, celles-ci se présentent souvent sous une forme trop abstraite pour le groupe cible, ou via des médias (langagiers) auxquels elles n'ont pas accès. Le lancement d'une action semblait être une méthode plus concrète et réalisable pour leur donner accès aux informations relatives à des thèmes sociaux ou des instances publiques. Puisqu'elles ont également pu réaliser une action avec ces informations, l'importance de "s'informer" est également devenue très palpable. Dans ce cadre, il importe également que le groupe cible apprenne que les accompagnatrices n'ont pas la science infuse et qu'elles doivent elles-mêmes chercher des informations. Ceci rompt également la perception d'un nous sans défense contre un eux (professionnel et puissant).
5. Pour qu'une action participative, expressive ait également un impact réel sur le milieu et puisse ainsi conforter les femmes dans leur rôle d'actrices culturelles et de citoyennes à part entière, il faut bien sûr, **dans les autres domaines de la société, une volonté de permettre la participation**. Le fait, p.ex. qu'un commissaire de police soit disposé à aller à la rencontre du groupe cible pour lui expliquer les règlements en vigueur en matière d'installation d'un panneau dans la rue, montre qu'il estime que leur projet 'en vaut la peine'. Les services communaux doivent peut-être, eux aussi, oser sortir de leurs cadres habituels pour permettre

la réussite d'un tel projet. Ce n'est donc pas seulement le groupe cible qui doit développer les aptitudes (qui doit apprendre les codes, etc.) nécessaires à la participation, mais les autres acteurs doivent également développer les compétences et les attitudes (éthiques) pour donner forme à la participation tout en restant dans un cadre délimité. La participation exige de construire des passerelles bidirectionnelles. Sinon, l'on maintient implicitement la perception que "eux" seuls doivent franchir la passerelle pour venir vers "nous".

6. Il est ressorti de l'un des projets que la notion de 'participation' est, en soi, tellement **abstraite et incompréhensible** pour de nombreuses femmes, qu'elles ne voient ou ne reconnaissent tout simplement pas les possibilités qui leur sont offertes par différentes organisations ou actions. Souvent, elles proviennent de pays où la participation et la démocratie sont des notions inconnues ou n'arrivent pas jusqu'au niveau des citoyens individuels. En identifiant ensemble toutes les formes que peut prendre la participation, et les formes qui leur sont familières ou pas, la participation est devenue une donnée beaucoup plus concrète pour ces femmes. Dans ce cadre, toutes les définitions et formes possibles de participation ont bien sûr été prises en considération, du vote à la signature d'une pétition ou la pose d'une affiche. Ce n'est qu'après cet exercice que les femmes ont pu, lors d'une promenade dans le quartier, reconnaître le sens du panneau "rue sans haine" et en comprendre la signification. Par la suite, cela les a également aidées à entrer dans un magasin dont elles jugeaient auparavant qu'il n'était 'pas pour elles', simplement parce que le panneau bleu y était accroché. Dans le cadre d'un autre projet, cet exercice a incité les femmes à signer une pétition pour témoigner leur soutien à une femme du groupe qui allait être expulsée avec sa famille. Auparavant, elles ne comprenaient pas le principe d'une pétition et ne saisissaient surtout pas qu'elles aussi pouvaient influencer une décision politique en signant cette pétition. Les pétitions ou campagnes d'affichage sont en effet aussi des actions qui unissent les forces et qui font apparaître un 'nous'.
7. Les principales conclusions au mesoniveau soulignent, en termes généraux, que les organisations de la **société civile** ont un **rôle essentiel** à jouer dans le renforcement de la participation des femmes ; elles peuvent offrir un espace de rencontre donnant lieu à un 'nous', entre les femmes, entre le groupe cible et les accompagnatrices ou d'autres professionnels, et entre ces groupes et l'entourage étendu. À cette fin, l'une des exigences est qu'elles acceptent la participation comme principe (éthique) et qu'elles procèdent méthodiquement pour éviter une série d'écueils. Le contexte professionnel dans lequel elles travaillent, installe en effet une différence de statut et de pouvoir qui est en contradiction flagrante avec la participation sans aliénation. Le secteur culturel peut jouer un rôle crucial en permettant, via des activités expressives et artistiques, une forme plus ouverte et libre de communication et de rencontre. Cependant, c'est uniquement possible si le secteur culturel se repositionne lui aussi du point de vue de la participation et s'il entame un dialogue avec le groupe cible sur ce que peut être la participation culturelle et sur la manière de l'exprimer.

XI. Au niveau politique

Il est ressorti à plusieurs reprises des passages précédents que la participation suppose non seulement des passerelles entre les individus, mais aussi entre les organisations et les secteurs sociaux. Pour éviter que les efforts de participation consentis par le secteur culturel, soient à nouveau annulés par des processus qui se produisent dans d'autres secteurs (et surtout dans le travail productif et le travail de soin), des ponts doivent également être jetés entre ces différents secteurs et domaines de la vie.

La division de la politique en secteurs est liée à la recherche d'efficacité et d'efficacités. Il est beaucoup plus simple de formuler des objectifs univoques, de développer des plans stratégiques axés sur ces objectifs et de développer des indicateurs qui permettent de mesurer si les objectifs sont atteints, si l'on se focalise sur une seule dimension ou domaine de la vie. Dès que l'on tient compte des relations (souvent paradoxales) entre les domaines de la vie, les problèmes sociaux deviennent

beaucoup plus complexes et difficiles à maîtriser.

Grâce à cette recherche d'efficience, la politique est fortement associée à des notions de direction (descendante) et de maîtrise ; on veut pouvoir démontrer que l'on enregistre des 'résultats'. Toutefois, ce projet a démontré que l'amélioration de la durabilité sociale dépend précisément de l'abandon (du courage d'abandonner) de ses "propres" objectifs, méthodes et indicateurs de résultats. Pour éviter l'exclusion, il faut dès le début donner la parole à ceux qui sont 'concernés' par la politique.

En ce qui concerne le macroniveau, la question qui doit être posée est donc la suivante : comment la 'propre' efficacité et orientation résultats d'une politique culturelle sectorielle (descendante) peut-elle être combinée

- à des processus ascendants qui permettent la participation du groupe cible à la politique (changement d'échelle vertical) et
- au développement de liaisons transversales entre secteurs qui, chacune à leur façon, structurent (implicitement) la position des intéressés dans la société (changement d'échelle horizontal) ?

Dans le cadre du projet de recherche 'Passerelles vers la participation', ces questions politiques n'étaient pas prioritaires. Toutefois, le matériel collecté permet de fournir un certain nombre de pistes au macroniveau. La liste ci-dessous d'éventuelles recommandations politiques n'est certainement pas exhaustive, mais vise à amorcer une réflexion et un débat et à illustrer les éventuelles mesures.

1. Le projet a clairement établi que la participation du groupe cible ne peut être renforcée qu'en l'intégrant à un 'nous', dans lequel il peut comprendre que sa contribution a un impact sur la direction dans laquelle le groupe évolue. Il est donc inutile d'appréhender le groupe cible comme des citoyens ou des consommateurs (de culture) individuels, mais **il faut chercher ou créer des espaces où ils pourront se rencontrer et rencontrer d'autres personnes**. La création de tels espaces – entre citoyens, mais aussi entre les citoyens et les autorités – est l'action menée par la **société civile**. Ces espaces offrent un endroit pour créer un projet commun, un 'nous' (travail social) par lequel le respect de soi et la confiance en soi (travail pour soi) du groupe cible pourront se développer. Ce sont des conditions essentielles à la participation ; il devrait être clair que les obstacles en la matière ne sont pas tant liés à "l'autocensure" (se priver de l'accès à ces espaces), mais surtout à des mécanismes structurels et culturels qui donnent au groupe cible un sentiment d'impuissance. Toutefois, dans de nombreux domaines, il faut encore créer les conditions pour que la société civile puisse jouer pleinement son rôle dans la recherche de participation.
2. Souvent, les organisations actives dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle sont enfermées dans la logique étroite de la politique du marché de l'emploi ; elles sont uniquement subventionnées par des activités qualifiantes qui mènent le plus rapidement possible au marché de l'emploi. La participation culturelle y est encore essentiellement considérée comme une activité menée 'après les heures'. Toutefois, le fait que les femmes du groupe cible n'ont généralement pas de 'temps libre', qu'elles sont absorbées par le travail de soin, qu'elles n'ont pas les moyens de se rendre le soir (en toute sécurité) au centre culturel, ou que leur partenaire ou famille désapprouve la participation à des activités culturelles, rend cette participation irréalisable pour elles. En raison de la définition restreinte du 'travail' comme travail productif (uniquement) dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, les femmes sont donc confrontées à des obstacles insurmontables. En harmonisant davantage **la politique des différents secteurs**, et en créant, au sein du secteur de l'insertion socioprofessionnelle (où les femmes sont déjà présentes), un espace pour des activités participatives et ce, en collaboration avec des acteurs du secteur culturel, nous pourrions renforcer la formation communautaire. Dans ce cadre, la politique culturelle peut, avec la politique d'égalité des chances, jouer un rôle pionnier.
3. Le projet a également démontré que des activités artistiques et expressives constituent un moyen très intéressant pour permettre la participation. Elles permettent d'exprimer d'autres significations et visions, sans qu'il existe du même coup une interprétation 'correcte' ou 'erronée', et donc sans voir apparaître un rapport de forces entre les professionnelles (accompagnatrices qui le 'savent') et le groupe cible (qui doit "l'apprendre"). **Le secteur**

culturel peut également se voir attribuer le rôle, par excellence, de facilitateur et de médiateur. Le secteur peut assumer ce rôle en mettant son expertise et ses ressources à la disposition d'autres organisations et en lançant des projets communs avec elles. À cet effet, il faut développer un cadre politique adéquat.

4. Inversement, il peut s'agir d'une piste pour mettre des enveloppes ou des budgets spéciaux à la disposition des centres culturels en vue d'organiser des activités culturelles et expressives 'décentralisées'. En établissant un cadre de travail et des conventions (p.ex. sur qui subventionne quoi) au niveau politique, avec les ministres en charge d'autres 'domaines de la vie', nous pourrions **créer une politique de participation commune et transversale**. Nous pouvons ainsi envisager des projets participatifs dans des quartiers sociaux, dans des maisons médicales, près des écoles... Dans ce cadre, la politique d'égalité des chances et la politique de lutte contre la pauvreté ont également leur rôle à jouer.
5. Il ressort du projet que les relations entre les professionnelles (actrices culturelles, accompagnatrices, assistantes sociales, ...) et les femmes du groupe cible peuvent comporter des écueils pour la participation, et ce précisément en raison de la 'professionnalisation'. La formation des travailleuses sociales et culturelles met l'accent sur l'action ciblée, sur la délimitation d'objectifs et sur l'utilisation de moyens pour réaliser ces objectifs, et éventuellement sur des indicateurs destinés à évaluer le résultat. Dans l'attitude des professionnelles, la maîtrise est donc plus importante que de renoncer (d'oser renoncer) Par conséquent, elles éprouvent des difficultés à faire confiance au processus qui peut avoir lieu si l'on met ses propres normes et attentes entre parenthèses. Cette relation professionnelle est non seulement structurée par le contexte dans lequel on travaille (et où l'on est essentiellement évalué en fonction des 'résultats' que l'on obtient), mais déjà par **l'enseignement**. Nous avons déjà mentionné précédemment que l'enseignement met l'accent, de façon simpliste, sur des méthodes logiques et linéaires pour appréhender les problèmes. Très peu d'intérêt est accordé à d'autres moyens d'expression qui peuvent mettre en évidence une autre définition, sans qu'elle soit 'correcte' ou 'erronée'. Si la politique culturelle ambitionne de renforcer des processus participatifs, il faudra également se concerter sur ce sujet avec la politique de l'enseignement.

En résumé, nous pouvons affirmer qu'une politique désireuse de renforcer la participation de groupes à risque via la culture et d'améliorer la 'durabilité sociale', doit travailler avec deux paramètres.

D'une part, **au sein du secteur culturel**, il faut œuvrer au développement de projets artistiques et expressifs 'sans aliénation', et dans ce cadre, la politique doit prévoir les encouragements, la structuration et le financement qui s'imposent. La 'professionnalisation' au sein du secteur doit être redéfinie, compte tenu de ce que l'aliénation peut faciliter, plutôt que de ce qu'elle peut éviter. En même temps, les centres culturels doivent obtenir les ressources (humaines) nécessaires pour se familiariser avec cette mission ; outre les personnes avec un passé expressif et artistique, il faut également collaborer avec des personnes qui connaissent bien le groupe cible et qui, en leur qualité "d'intermédiaires" (ou de 'tiers') peuvent assurer une communication sûre et accessible sur la culture. En approchant le groupe cible et en lui laissant la parole sur ce que la participation peut ou doit être, nous pouvons également développer un 'nous' dont les groupes cibles feront partie. Il peut, à son tour, permettre aux groupes cibles d'accéder à l'offre des centres culturels. La politique doit donc également développer des indicateurs adaptés afin de suivre les 'résultats' du secteur dans ce domaine.

D'autre part, il faut également jeter des ponts entre les autres secteurs, afin d'apporter une véritable réponse au problème complexe et transversal de la participation. Les secteurs dans lesquels les femmes sont déjà présentes, où elles ont déjà accès à l'espace public, peuvent jouer un rôle crucial pour les mettre en contact avec la culture et la citoyenneté – à condition qu'un espace soit créé à cet effet dans leur secteur, et que des accords de coopération puissent être lancés. Toutefois, d'autres secteurs doivent également assumer leur rôle et contrôler, sur base de l'analyse de genre, où ils dressent des obstacles pour le groupe cible et où ils maintiennent l'exclusion. En effet, à leur tour, ces obstacles feront en sorte que le groupe cible considérera la participation culturelle comme une activité qui ne leur est pas réservée.

Naturellement, l'équilibre entre ces deux paramètres ne peut naturellement pas être déterminé à l'avance sous forme de critères ou d'indicateurs. Il exige une évaluation et une adaptation constantes de la politique et de l'action sur le terrain. Dans ce cadre, nous avons besoin de modèles de connaissance qui, en plus d'appliquer le principe 'mesurer c'est savoir' (axé sur des résultats et des indicateurs clairement délimités), permettent également d'identifier et de gérer judicieusement des objectifs et des projets novateurs et participatifs.

Chapitre 3 : Conclusions et recommandations

Dans les passages précédents, nous avons fourni pas mal de pistes permettant à la politique culturelle et au secteur culturel – via une analyse de genre du travail et (donc) en collaboration avec d'autres secteurs et acteurs – de contribuer à une 'véritable' participation, à une participation sans aliénation. Les 'passerelles vers la participation' ne doivent pas seulement être construites pour le groupe cible (ou pour les domaines et secteurs où il est déjà présent), mais elles doivent surtout être construites de manière à permettre une circulation bidirectionnelle. La connaissance de ce qu'est et doit être la participation culturelle (la politique culturelle si l'on veut) est une donnée qui doit être construite avec le groupe cible. En outre, cette coconstruction doit avoir des effets directs, tant sur le processus de participation proprement dit, que sur le produit éventuel et sur le milieu dans lequel le projet se situe. C'est seulement de cette manière que le groupe cible apprendra que la participation a du sens, qu'elle en vaut la peine, et qu'il a aussi effectivement le 'pouvoir' de créer quelque chose qui le concerne.

Une conséquence directe de cette coconstruction est qu'elle doit être portée par la politique, le monde universitaire et les organisations de la société civile en tant que partenaires équivalents. Par société civile, nous entendons plus spécifiquement toutes ces organisations qui sont (veulent être) 'ouvertes à la dimension de genre', c'est-à-dire qu'elles s'intéressent à la complexité du problème de la précarité et qu'elles tentent 'depuis la marge', de valoriser d'autres formes de travail que le travail salarié. Dans notre société, le travail salarié est la forme de travail la plus valorisée ; inversement, 'un salaire' est également la principale manière de valoriser le travail. En ces temps de crise, un nombre accru de personnes risquent donc de se retrouver 'en marge de la société'. La problématique de la participation culturelle comme passerelle vers la participation sociale peut donc également être appréhendée pour envisager d'autres façons de valoriser les talents et l'engagement. Les exercices de réflexion et les projets pilotes actuellement menés sur les villes en transition et les systèmes de paiement complémentaires, constituent donc aussi une opportunité de se pencher sur la façon dont la société doit être structurée, sur les formes de travail (ou participation) qui doivent ou non être valorisées, et sur la manière d'organiser tout cela (avec ou sans argent, avec ou sans monnaies complémentaires).

Si le 'triangle de velours' entre politique, société civile et monde universitaire est une condition à une politique de participation sans aliénation, le rôle propre des trois acteurs doit également être clairement défini et soutenu. Les organisations de la société civile ne peuvent pas s'adresser uniquement à la politique pour obtenir des subsides avec lesquels elles réaliseront leurs activités propres, sans exercer à leur tour un impact sur la politique. Les autorités ne peuvent pas non plus utiliser les subsides comme moyen pour imposer une politique descendante. Le monde universitaire doit développer les 'instruments de mesure' et les indicateurs adaptés pour identifier et évaluer la participation. Toutefois, le principal défi consiste peut-être à éviter que la connaissance développée par la société civile, précisément parce qu'elle est créée par la participation et la coconstruction, ne se retrouve enfermée dans des indicateurs uniformes et ne soit transposée dans des statistiques. Affirmer que le secteur est bien occupé repose plutôt sur un jugement (éthique) basé sur la rencontre avec l'Autre, avec celui qui ne cadre pas avec l'image uniforme du citoyen. La politique doit apprendre à intégrer les deux types de connaissance. La société civile doit apprendre à identifier sa propre valeur ajoutée et à développer des méthodologies qui permettent ce jugement, même s'il n'est pas inséré dans des statistiques. Peut-être un défi pour un futur projet de recherche ?

Annexe : Le lien entre travail et participation

a. Analyse de genre du travail...

L'exclusion et la précarité sont généralement considérées comme des indices prouvant qu'une société ne fonctionne pas de manière durable. Les personnes qui sont systématiquement mises de côté, risquent de décrocher. Elles éprouvent davantage de difficultés à obtenir un revenu stable et une place dans la vie économique ; elles ne peuvent pas non plus cotiser à la sécurité sociale, mais restent souvent dépendantes des allocations. Ce fossé social peut entraîner une 'aigreur' du tissu social et (p.ex. via des votes de protestation) un déficit démocratique.

Pour comprendre les mécanismes d'exclusion, il est conseillé de regarder (les secteurs de) la société du point de vue des groupes exclus. S'il apparaît que 'le système' ne 'fonctionne' pas pour certains groupes, nous pouvons l'expliquer par une faiblesse de ces individus (sur base du cadre dominant), et nous pouvons consentir tous les efforts nécessaires pour les 'adapter au système'. Si toutefois il apparaît que des groupes entiers ont systématiquement moins de chances de jouer un rôle à part entière, cela ne peut pas simplement être dû à des faiblesses d'individus, mais ce sont également des 'mécanismes' du système qui sont en cause.

Les femmes peu scolarisées et précarisées semblent se trouver dans une position défavorisée, et ce dans bien des domaines sociaux. Analyser le problème de la participation culturelle de leur point de vue nous permet donc de dévoiler les faiblesses du système. La politique prend de nombreuses mesures pour remédier aux problèmes sociaux, mais ces mesures semblent généralement répondre essentiellement aux besoins et aux possibilités de la classe moyenne. Celle-ci a ainsi plus de chances de trouver des solutions, de sorte que le problème n'est plus perçu comme un problème social, mais seulement comme une question de choix personnel. Aucune solution vraiment 'durable' n'est proposée.

Les femmes peu scolarisées peuvent donc nous apprendre bien des choses sur la participation culturelle et sociale... à condition qu'elles aient l'opportunité de raconter leur histoire à leur façon. Mais comment y parvenir dans une relation où les intéressés ont incontestablement un statut différent ? En effet, le danger nous guette de voir le groupe cible s'adapter (involontairement) à ce qu'il perçoit comme 'la norme', et de s'éloigner de lui-même ou de son propre groupe.

b. ... et de la vision dominante de la participation sociale

La question fondamentale à laquelle le présent rapport souhaite contribuer est la suivante : "comment une politique culturelle (des autorités ou d'autres acteurs) peut-elle s'assurer que des femmes peu scolarisées (et d'autres groupes à risque) participent davantage à la culture ?" Mais pourquoi voudraient-elles participer à la culture d'un système qui les exclut dans différents domaines ? Comprendre le fonctionnement de cette exclusion est donc la clé du problème de la participation culturelle. De quelles façons l'équilibre entre les quatre formes de travail indispensables à une société durable, est-il rompu ?

L'absence de revenu est au centre de l'analyse classique de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Selon le raisonnement, si les personnes fragilisées disposent d'un revenu, elles pourront également se procurer les moyens matériels et culturels nécessaires pour participer pleinement à la société. La sécurité sociale s'est donc également traduite en premier lieu par l'octroi d'une allocation (ou 'revenu de remplacement'). Après un certain temps, la 'perception' d'une allocation était associée à une

'activation' de l'individu. En outre, l'activation est d'abord considérée comme l'acquisition des qualifications nécessaires, la motivation et l'attitude appropriées pour décrocher un emploi (travail salarié).

La participation à ce que nous nommons ci-dessus 'travail productif' (répondre aux besoins matériels) est donc toujours mise en avant. Le travail productif a besoin d'un moyen d'échange, puisque presque personne n'assure encore la production de tous les biens (alimentation, vêtements, logement) pour satisfaire à ses besoins matériels. Dans notre société, l'argent est le principal moyen d'échange, et notamment l'argent émis par les banques et sur lequel elles réclament un intérêt. Pour réaliser des bénéfices, les entreprises ont donc besoin de travailleurs 'productifs', qui sont disponibles et mobilisables au maximum ; seuls les plus 'productifs' réussissent à trouver du travail.

Par conséquent, il existe non seulement une concurrence pour les emplois, mais aussi une concurrence entre le travail salarié et les autres formes de travail. Celui qui est totalement 'disponible' pour le travail productif, et qui ne doit pas consacrer son temps et son énergie à d'autres formes de travail (p.ex. en raison des soins à donner aux enfants), est celui qui rapporte le plus de bénéfices à l'employeur. Si les entreprises de nettoyage sont censées nettoyer les bureaux avant et après les heures de travail, les travailleurs doivent choisir entre travail salarié et travail de soin. Il ne restera donc pas non plus beaucoup de place pour la participation culturelle...

c. Travail salarié : accès à la participation ou source d'exclusion ?

Celui qui ne gagne pas cette lutte pour l'emploi, n'a 'par conséquent' pas les moyens de participer à la culture. De nombreuses mesures – activation, mais aussi chèques culture – recherchent d'abord la solution dans l'orientation vers le travail salarié ou l'apport de ressources matérielles (financières). Toutefois, le problème semble être de nature plus complexe.

La politique d'activation adresse implicitement au groupe cible un message selon lequel leur exclusion du marché de l'emploi est due à des compétences personnelles, des attitudes et une motivation insuffisantes. Dans le cadre de leur 'parcours d'insertion', ils dépendent constamment de l'aide, de l'accompagnement ou du coaching d'autrui, ce qui nuit gravement à leur image de soi ; ils n'ont pas confiance en eux-mêmes ou pensent ne posséder aucun talent ; le 'travail pour soi' est compromis. C'est souvent la honte aussi qui les empêche de participer à des événements culturels. Quant aux chèques culture, ils peuvent eux aussi produire un effet stigmatisant et ainsi freiner la participation au lieu de la favoriser.

Le travail de soin n'est pas considéré comme un travail à part entière, sauf s'il est organisé sur une base salariée. Celle qui reste chez elle pour élever ses enfants à temps plein, ne travaille, pour ainsi dire, pas. Celle qui effectue le même travail dans une crèche ou comme gardienne, travaille bel et bien. Ce qui élève une activité au rang de 'travail' n'est donc pas le contenu du travail (p.ex. nourrir, nettoyer...) mais seulement le fait qu'elle rapporte de l'argent. Les femmes qui travaillent chez elles voient leur univers restreint à la sphère privée. Leur travail de soin ne leur donne aucun statut social, ni aucune considération, et dans le milieu où elles vivent, elles n'ont guère de possibilités de participer à la vie sociale et de bénéficier de l'offre culturelle. De plus, ces activités sont généralement organisées après les heures de classe et dans des centres (culturels), ce qui représente des obstacles supplémentaires pour ces femmes (en raison de la pression sociale exercée par la famille, ou le problème de garderie ou de mobilité).

Pour maintenir la rentabilité des entreprises à un niveau élevé, il n'y a souvent, pendant les heures de travail, que du temps pour le travail productif. Le travail social sous la forme de formation d'équipe, de concertation d'équipe ou d'événements culturels est généralement réservé aux personnes hautement qualifiées et par conséquent, le groupe cible reçoit un message implicite selon lequel les activités sociales et culturelles ne lui sont pas destinées. Les femmes du groupe cible ne peuvent donc pas se constituer un capital social ou un réseau. P.ex., il est également 'plus efficace' de confier des tâches informatiques à un collaborateur administratif qu'à des techniciennes de surface. Le signal 'sous-cutané' que reçoivent ces femmes est donc qu'il ne leur sert à rien d'apprendre à manier un

ordinateur. C'est ainsi qu'apparaît une fracture numérique que des 'cours du soir' (gratuits) ne peuvent pas endiguer.

d. La nécessité d'une approche multi-niveaux

La façon dont le travail est structuré, divisé et valorisé semble donc avoir de nombreux effets négatifs sur la participation (sociale et culturelle) des femmes peu scolarisées. Pour comprendre le fond du problème de la participation culturelle, il faut tenir compte des mécanismes d'exclusion inhérents à la vision dominante du travail. Le travail productif qui est essentiellement valorisé en termes d'argent, de salaire ou de profit (privé), devient inévitablement l'enjeu d'une concurrence.

Les entreprises ne sont pas les seules à se livrer à cette concurrence, mais aussi

- les travailleurs (les moins productifs sont mis à la porte et la faute leur est implicitement imputée),
- les partenaires au sein du foyer (qui sacrifie sa carrière pour s'occuper des enfants ?)
- les différentes formes de travail dont une société a besoin pour bien fonctionner.

La différence de statut susceptible d'entraîner une 'aliénation' entre le groupe cible et les promoteurs d'activités culturelles, n'est donc pas propre au secteur culturel, mais plonge ses racines dans toute la structure sociale. La vision du travail où la 'productivité' (ou 'rentabilité') est au-dessus de toutes les autres fonctions sociales, et est considérée comme la 'clé' de la participation, donne aux personnes les plus fragilisées un sentiment de dévalorisation et leur fait perdre leur réseau social ; par conséquent, elles ne peuvent plus se rattacher aux expressions culturelles de la classe moyenne qui 'a réussi'.

Celui qui appréhende le problème de la participation culturelle comme un problème individuel, comme un problème de 'consommateur' qui doit apprendre à faire une sélection parmi les offres qui lui sont proposées, ne remet pas ces mécanismes en question. Si les prétendus 'choix' du groupe cible sont structurés par des mécanismes qui se déroulent à d'autres niveaux, des stratégies destinées à renforcer la participation devront aussi viser tous ces niveaux. Tant le niveau individuel (micro), organisationnel (meso) et politique (macro) ont un rôle à jouer dans la lutte contre l'exclusion et dans la promotion de la participation.

Notes

¹ Flora (2006). Exposition Vrouwelijk meervoud – Féminin pluriel. Catalogue. Bruxelles : Flora asbl.
Site web de l'exposition : <http://expo.florainfo.be/FR/index.php>

² La ligne du temps de cette exposition est à découvrir sur
<http://picasaweb.google.be/ASBLFloraVZW/TijdslijnExpoVrouwelijkMeervoud#>

³ Snick, Anne (2008). Participation : naviguer entre Charybde et Scylla ? *Moments*, n° 1, 27-35.

⁴ Une étude a démontré que bien souvent, la sortie de la précarité va de pair avec une rupture radicale avec son milieu. Thys, R., De Raedemaeker, W. & Vranken, J. (2004). *Bruggen over woelig water. Is het mogelijk om uit de generatie-armoede te geraken?* Leuven – Voorburg: Acco.

⁵ Flora faisait partie du groupe de pilotage du projet 'formation communautaire' de Cultuur Lokaal (2004- 2006).
Voir [http://www.locusnet.be/portaal/Locus/Cultuur en Samenleving/Gemeenschapsvorming](http://www.locusnet.be/portaal/Locus/Cultuur_en_Samenleving/Gemeenschapsvorming).

⁶ Demos date du 23 octobre 2009. Voir <http://www.demos.be/vorming/demosdate-nr1/>.

⁷ Snick, Anne (2009). Wie speelt er mee, wie niet? Verkenning van een innovatieve visie op participatie via arbeid. Dans : Bultynck, M. (red.), (2009). *360° participatie*. Bruxelles : Demos, pages 212 - 220.

⁸ *Mo* Mondiaal Magazine*, n° 69 (2009), p. 23.

⁹ Giedts, Sofie & Snick, Anne (2008). Participation (à la culture) par le travail : une exposition comme levier.
Bruxelles : Flora asbl.

¹⁰ JUMP : voir Clinet, Marie-Rose et al. (1997). *L'accès des femmes en recherche d'insertion aux formations et à l'emploi. Analyses et recommandations transversales*. Bruxelles : Alta.
<http://www.florainfo.be/IMG/pdf/fc1a305a-654f-4943-bbb5-450feae3df69.pdf>

Pensions : voir Celis, Rebekka, Giedts, Sofie & Snick, Anne (mars 2008). *Droit à la pension ? (Fin de) carrières des femmes peu scolarisées*. Bruxelles : Flora asbl.
<http://www.florainfo.be/IMG/pdf/111eca88-76bc-4f2e-860d-6ba1bfeaa6a1-2.pdf>

Titres-services : voir Snick, Anne et al. (2009). *Titres-services : à utiliser de préférence avant... Comment assurer la durabilité de l'emploi ?* Bruxelles : Flora asbl. <http://www.florainfo.be/Publicaties.html>

¹¹ Snick, Anne (2006). Cultuur als werk. Een deconstructie van de notie 'cultuurparticipatie' vanuit het perspectief van laaggeschoolde vrouwen. – Dans: Leye, Marijke (Red.). *Over (cultuur)participatie*. Kunst en Democratie, 213-229.

¹² Arnaut, K. et al. (2009). Een leeuw in een kooi. De grenzen van het multiculturele Vlaanderen.
Meulenhof/Manteau.